



DEPARTEMENT des ALPES-MARITIMES

Affiché le 10/04/2026

Communauté de Communes du Pays des Paillons

Arrêté communautaire n° DG 2026-14

Portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Michel CALMET, Sixième Vice-président

Le Président de la Communauté de Communes du Pays des Paillons,

Vu l'article L 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales qui confère au Président d'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale le pouvoir de déléguer, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux Vice-présidents et aux Conseillers communautaires délégués membres du bureau,

Vu la délibération n° 26 03 03 en date du 31 mars 2026, relative à l'élection de Monsieur Michel CALMET en tant que sixième Vice-président,

Vu la délibération n° 26 03 07 en date du 31 mars 2026, relative à la détermination des indemnités de fonction des élus communautaires,

Considérant que pour permettre une bonne administration de l'activité communautaire et du bon fonctionnement des services, il est nécessaire de donner une délégation de fonction à Monsieur Michel CALMET, sixième Vice-président.

ARRETE

Article 1 : Délégation de fonctions

À compter du 1^{er} avril 2026, Monsieur Michel CALMET, sixième Vice-président, est délégué à la politique communautaire en matière de développement économique.

À ce titre, il est chargé, sous l'autorité du Président, de la définition, de la mise en œuvre et du suivi de la stratégie de développement économique du territoire. Il veille à la promotion et à la valorisation des activités commerciales, artisanales, industrielles et agricoles, ainsi qu'au soutien à la création, à l'implantation et au développement des entreprises locales.

Il assure la mise en œuvre et le suivi des actions en faveur de l'attractivité économique du territoire, en lien avec les partenaires institutionnels et économiques.

Il est également chargé du pilotage des projets de réhabilitation, d'aménagement et d'extension des zones d'activités économiques existantes, ainsi que de la création de nouvelles zones d'activités communautaires, dans une logique de développement équilibré et durable du territoire.

Article 2 : Délégation de signature

Délégation permanente est donnée à Monsieur Michel CALMET, sixième Vice-président, à l'effet de signer les documents concernant les questions précitées à l'exception de tous documents de caractère financier, comptable ou relatifs à la gestion des personnels affectés à ce domaine.

Ces fonctions seront, comme celles prévues à l'article 1^{er} ci-dessus, assurées concurremment avec nous.

Article 3 : Représentation de la CCPP

Monsieur Michel CALMET est autorisé à représenter la CCPP dans les réunions et instances liées à ses compétences.

Article 4 : Limites de la délégation

La présente délégation s'exerce sous le contrôle et la responsabilité du Président.

Conformément à l'article L 2122-20 du CGCT, les délégations visées subsistent tant qu'elles ne sont pas rapportées.

Article 5 : Indemnités de fonction

Conformément à la délibération n° 26 03 07 qui fixe les indemnités de fonction mensuelles du 6^{ème} Vice-président à 5,65% de l'indice brut terminal de la fonction publique, Monsieur Michel CALMET percevra cette indemnité mensuelle, à la suite de la présente délégation qui rend effectif l'exercice de son mandat de 6^{ème} Vice-président.

Article 6 : Exécution de l'arrêté

Le Président de la CCPP, le Directeur Général des Services, et le Comptable Public de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 : Notifications et publicité

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Il sera inscrit au registre des arrêtés de la Communauté de Communes du Pays des Paillons, transmis à Monsieur le Préfet des Alpes Maritimes ainsi qu'à Monsieur le Trésorier communautaire et notifié à l'intéressé.

Fait à Blausasc, le 1^{er} avril 2026,

Le Président

C. PIAZZA



Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Notifié le

Signature du 6^{ème} Vice-président :